

Jean Dutourd
Le feld-maréchal
von Bonaparte

Flammarion

Extrait de la publication

Jean Dutourd

de l'Académie française

Le feld-maréchal von Bonaparte

Si Louis XV n'avait pas acheté la Corse à la République de Gênes, Bonaparte ne serait pas devenu empereur des Français. Sans doute se serait-il mis au service de l'Autriche. Le successeur d'Alexandre et de César n'aurait pas pu monter plus haut que la dignité de feld-maréchal et l'Europe eût été bien tranquille entre 1796 et 1815.

A supposer que l'on ait fait entrer, la veille, dans Paris, deux ou trois régiments de cavalerie, la Bastille n'aurait pas été prise le 14 juillet 1789.

Cet ouvrage immoral démontre que l'histoire n'est pas écrite d'avance et que, presque toujours, il s'en faut d'un cheveu pour qu'elle tourne autrement. Il démontre aussi que, depuis qu'elle a tué la monarchie, la France n'a pas cessé de choisir ce qui pouvait être le plus désastreux pour son destin et, par ses choix, d'entraîner le monde dans diverses tragédies, telles que la première et la seconde guerres mondiales, ce qui s'en est suivi, à savoir les dictatures rouges ou noires, et enfin, l'hégémonie américaine.

Le feld-maréchal von Bonaparte est le livre le plus incorrect politiquement qui ait été publié depuis deux siècles. Il va à l'encontre de tout ce qui est posé en principe et enseigné tant en France qu'ailleurs. L'auteur passera pour un fou ou un assassin d'idées admises, ce qui est toujours agréable pour un homme de lettres, même si sa marchandise est boycottée par les bien-pensants.

LE FELD-MARÉCHAL VON BONAPARTE

Il a été tiré de cet ouvrage :

**DIX EXEMPLAIRES SUR VERGÉ BLANC DE HOLLANDE
DONT HUIT EXEMPLAIRES NUMÉROTÉS DE 1 À 8
UN EXEMPLAIRE HORS COMMERCE NUMÉROTÉ I
ET UN EXEMPLAIRE POUR L'AUTEUR**

**DIX-HUIT EXEMPLAIRES SUR PUR FIL
DES PAPETERIES D'ARCHES
DONT TREIZE EXEMPLAIRES NUMÉROTÉS DE 9 À 21
ET CINQ EXEMPLAIRES HORS COMMERCE
NUMÉROTÉS DE III À VII**

**VINGT-CINQ EXEMPLAIRES SUR PAPIER BLEU
RÉSERVÉS À L'AUTEUR**

Le tout constituant l'édition originale.

Avec le soutien du



www.centrenationaldulivre.fr

© Flammarion, 1996
ISBN 9782081311213
Imprimé en France

JEAN DUTOURD
de l'Académie française

Le feld-maréchal von Bonaparte

Considérations sur les causes
de la grandeur des Français
et de leur décadence

FLAMMARION

Quatre-vingt-douze ans de bonheur

Aux abords du xix^e siècle, il s'est passé quelque chose de nouveau dans l'Histoire de France : certaines dates ont été meilleures que d'autres pour mourir. A ce point de vue, l'une des destinées les plus heureuses est celle du maréchal de Richelieu ; né en 1696, il connut la vieille cour du Roi-Soleil, telle que l'a peinte Saint-Simon, traversa la Régence, laquelle avait tout pour lui plaire, roué comme il était, puis le règne de Louis XV et celui de Louis XVI ; il expira en 1788, un an tout juste avant l'Apocalypse. Voilà un homme dont on peut dire qu'il est bien tombé, qu'il a profité à fond, sans un seul nuage, du plaisir d'être français ; non seulement il a réussi sa vie, mais aussi sa mort. Tant de chance a un côté surhumain. Il avait peu de scrupules ni de sentiments, beaucoup d'argent, un des plus beaux noms de chez nous, donc d'Europe, et trouva le moyen de res-

ter à la mode jusque dans son extrême vieillesse. Il eut toutes les femmes qu'il voulait, princesses, comédiennes, ravaudeuses, fut ambassadeur à Vienne à vingt-neuf ans, gagna des batailles, se signala autant par ses pillages que par ses succès et siégea à l'Académie pendant soixante-huit ans, ce qui signifie qu'il en était plus ou moins le maître, qu'il y faisait entrer qui lui plaisait et régnait sur les philosophes aussi bien que sur les femmes. Voltaire, qui savait avec quels gens il fallait être bien, l'appelait : « Mon héros ».

En rendant l'âme (mot un peu fort, peut-être, pour quelqu'un qui ne devait guère croire en Dieu, sinon par tradition de famille), en rendant l'âme donc, car il en avait une, comme nous tous, le maréchal pouvait penser que la France qu'il connaissait et qui lui avait apporté tant de satisfactions n'était pas près de finir, qu'elle lui survivrait longtemps, que la monarchie capétienne (le meilleur des régimes selon Montesquieu) était, selon toute probabilité, indestructible. Et ce lui était une perspective agréable, car c'est une infortune supplémentaire de voir en même temps que soi le monde s'engloutir : c'est comme de périr deux fois.

L'Europe du xviii^e siècle était sale, grouillante de vérole et de puces, mais pleine de beautés, et plus belle encore à chaque maison ou château que l'on construisait, à chaque bonheur-du-jour qui sortait des ateliers des ébénistes, à chaque pendule, à chaque vase de Sèvres. Les gens du xvii^e et du xviii^e ont eu probablement la convic-

tion que l'on était parvenu à un tel degré de bon goût, singulièrement en France, que rien ne pourrait jamais, dans l'avenir, abîmer nos villes et nos jardins. On n'imaginait pas que le progrès des sciences conjugué avec les vicissitudes politiques recouvrirait cela de sa lèpre quand il ne le détruirait pas, tantôt par le vandalisme, tantôt par la guerre.

Il est à présumer que le maréchal de Richelieu, avant que sa tête ne s'obscurcît tout à fait, avait cette illusion. Il était impossible, en 1788, eût-on l'esprit le plus délié et un don prophétique, de prévoir que le charmant peuple français, si docile, si intelligent, si laborieux, si moqueur, se transformerait l'année suivante en une nation de sauvages. On n'avait pas encore inventé l'expression « la France éternelle », qui d'ailleurs eût fait rire, mais chaque Français, jusqu'au plus impécunieux des prolétaires, renfermait au fond de son cœur la certitude que la France telle qu'on la voyait, avec ses parlements, ses intendants, sa marine, sa société à la fois patriarcale et compliquée, durerait, sinon toujours, du moins très longtemps. Plus longtemps, à coup sûr, que l'Empire romain, ce modèle de solidité et de pérennité, mais qui avait été victime de son gigantisme.

Le maréchal, en mourant, avait la pensée consolante qu'il laissait derrière lui le château de Versailles, tout bourré des merveilles du Grand Siècle et du siècle des Lumières, le château de Marly, bijou de verdure, d'architecture et de cas-

cados, et surtout la Bastille, où il avait fait autrefois de charmants séjours à cause de ses assiduités auprès de la duchesse de Bourgogne, d'un duel et de la fameuse conspiration de Cellamare dans laquelle il s'était aventuré. La Bastille devait lui être chère : elle était là depuis Charles V ; même si elle ne servait plus à grand-chose, c'était le symbole de l'autorité royale, de la stabilité de l'État, de la puissance nationale ; elle se dressait devant le faubourg Saint-Antoine comme un vieux et illustre témoin de notre passé. La guerre de Cent Ans ne l'avait pas égratignée, ni la Ligue, ni la Fronde. Y avait-il au monde quelque chose de plus immuable que la Bastille ? Comparée à elle, la tour de Londres, avec ses clochers coiffés de chapeaux ridicules et sa disposition bizarre, paraissait un monument de carton-pâte ; il avait fallu qu'on y coupât une foule de têtes pour lui donner une figure un peu tragique.

A quatre-vingts et quelques années, le maréchal épousa une jeunesse, quasiment une adolescente, née peut-être la même année que Bonaparte. On la retrouve, vieille dame, à la cour de Napoléon III à Compiègne, assise sur son tabouret ducal (qui était sans doute une bergère, vu son âge) au milieu d'un cercle de jolies personnes en crinoline accroupies autour d'elle comme de gros poufs, et confiant, non sans quelque afféterie : « Mon mari, qui était page de Louis XIV... »

On aime ses haines

Je vois trois autres moments opportuns pour prendre un billet pour l'Au-delà quand on est français : 1869, 1913, 1939, c'est-à-dire à la veille des trois plus mauvais souvenirs de notre Histoire moderne. La Grande Guerre même, que nous avons gagnée, nous a laissés tellement exsangues et détruits qu'il eût mieux valu ne pas la faire. Du reste elle était très évitable. Il semble bien que nous autres, les Français, la désirions plus que les Allemands : nous avons besoin d'une revanche, nous voulions reprendre les provinces perdues. Il y avait alors, dans le gouvernement de la France et dans les gens qui faisaient l'opinion, des vieillards farouches n'ayant pas oublié le Siège ni la Commune, et pour qui le diable s'appelait Bismarck. Celui-ci, pourtant, était un homme sage et modéré ; il avait prévu que l'annexion de l'Alsace-Lorraine à l'Empire allemand ne manquerait pas, un jour, de provoquer un nouveau conflit ; il résista autant qu'il le put à nous amputer de Colmar, de Strasbourg et de Metz mais il eut la main forcée par toute l'Allemagne qui n'eût pas admis qu'une victoire telle que celle qu'elle avait remportée ne se concrétisât point par une augmentation de territoire, ainsi que cela s'était toujours fait par le passé. Du moins appliqua-t-il son génie et son habileté à ce que la France battue se proclamât république plutôt qu'elle ne restaurât Henri V ou

les Orléans, pensant que la république est un régime fragile et partagé, sans vraie tête, voire incohérent, à cause des volontés et des ambitions qui s'y expriment sans arbitre, donc moins dangereux comme voisin qu'une monarchie. Il est plaisant à ce propos de rapporter une boutade de Clemenceau en 1918, lorsque l'Allemagne commençait à battre de l'aile et qu'on se demandait quelles expiations on allait lui faire subir. Après quelques propos menaçants, le président du Conseil, poussé par son esprit sarcastique, s'écria : « Et on leur foutra la République ! » Cette république, Bismarck nous l'avait foutue quarante-trois ans plus tôt, et finalement, cela n'avait pas été une aussi bonne opération qu'il l'espérait. Il y a, en effet, dans les démocraties des entraînements, des témérités, des foucades, des soumissions aux préjugés populaires qui en font des facteurs de troubles internationaux. Ce qu'on appelle « la Rue », c'est-à-dire les conformismes du moment, impose une loi qui n'est pas toujours la même que celle que les ministères souhaiteraient. Outre cela, les démocraties peuvent devenir des dictatures, où le maître a bien plus de puissance qu'un roi.

Au fond, « foutre la République » à un ennemi qu'on a terrassé est une mauvaise action, et qui est généralement punie. C'était une folie que de détrôner le vieux Kaiser, qui avait été très échaudé et n'était plus en âge de ruminer des revanches, non plus que le Kronprinz qui avait perdu la plus grande guerre que le monde, alors,

eût jamais vue et qui, lui aussi, devait être dégoûté des tueries, de Verdun, de l'Argonne, de tant d'hectolitres de sang répandu pour rien. Qui sait, ce père et ce fils avaient peut-être compris que les guerres modernes ne ressembleraient pas à celles d'autrefois que l'on gagnait au plus juste et qui se terminaient par de pimpants défilés, que les guerres à présent étaient au contraire d'interminables cauchemars, qu'il fallait tout faire pour n'être pas pris dans leurs engrenages affreux, et que c'était aux empereurs, aux monarques héréditaires, garants plus ou moins du bonheur des hommes, que ce rôle revenait. Le Kaiser est mort en 1941, tandis que l'armée de Hitler occupait la France. Si au lieu d'être exilé à Doorn en Hollande, à cette date, il se fût trouvé dans son grand lit impérial à Berlin ou à Potsdam, entouré de sa famille et veillé par le haut clergé, l'Europe aurait été bien tranquille. De même, il est fort dommage que le traité de Versailles ait dépecé l'Empire austro-hongrois, jusqu'à en faire un minuscule État sans force et sans défense, gouverné par un chancelier promis à l'assassinat, au lieu de le rétablir dans la plupart de ses domaines; l'empereur Charles et l'impératrice Zita eussent, eux aussi, été fort utiles à notre tranquillité. Ils avaient connu trop d'infortunes pour avoir, dans le reste de leur vie, le goût des aventures, ou seulement la tentation des alliances dangereuses. Quelle curieuse résurgence chez Clemenceau, politicien radical, de l'esprit du cardinal de Richelieu! Curieuse et

intempestive, car depuis Napoléon et plus tard Sadowa, la maison d'Autriche avait été suffisamment abaissée pour ne plus être un danger pour le royaume de France.

Quatre-vingts ans après, on est stupéfait devant la démesure des bourgeois qui refirent l'Europe en 1919, et surtout par leur méconnaissance de l'Histoire, des traditions de l'Europe, de ses racines, de ses sentiments. Ils l'ont taillée comme des explorateurs taillent une jungle. On peut voir là, de façon patente, le triomphe de l'esprit cartésien, qui l'emporta sur des nations telles que l'Angleterre, les États-Unis, l'Italie, et qui imposa un rationalisme brutal où il aurait fallu plutôt de la sensibilité, de la clémence, de l'instinct historique. Mais en 1919 on ne refusait rien à la France, elle avait supporté le plus grand fardeau de la guerre, elle avait été héroïque, elle était présente partout dans le monde. Et elle-même, après cette étonnante victoire qu'elle avait remportée, ne savait plus bien qui elle était. Il lui fallait se venger de l'humiliation de 1870. Elle avait acheté cette vengeance au prix fort, elle n'entendait pas qu'on lui marchandât une seule des joies qu'elle en tirait. Pour abolir symboliquement le passé, elle dicta ses volontés à Versailles, dans le lieu même où Bismarck et le roi de Prusse avaient jadis imposé les leurs, et ces volontés furent encore plus dures, car il y avait, pour ainsi dire, des intérêts qui s'étaient ajoutés au fil des années.

Clemenceau, quoique maire de Montmartre

en 1871, n'avait pas été communard, mais il n'avait pas regardé la Commune d'un mauvais œil ; perspicace comme il était, il lui était impossible de penser que ce mouvement avait la moindre chance d'entraîner la France derrière lui ; cependant, il ne pouvait pas non plus se retenir d'éprouver pour les révolutionnaires parisiens, en dépit de leur sottise, de leur anarchie, de leurs querelles, de leur névrose, un peu d'admiration sinon de tendresse : la Commune, en dehors de tout ce qu'elle disait ou faisait, était quand même le dernier refuge de l'honneur français. Rossel, qui s'était rallié à elle sans y croire davantage que le maire de Montmartre, et qui en était devenu le délégué à la Guerre, avait un sentiment analogue : cela ressort très nettement de ses papiers et de ses lettres. En 1919, Clemenceau avait soixante-dix-sept ans. Contrairement à l'opinion courante, ce n'est pas un âge où l'on est revenu des passions. Lui, en tout cas, avait gardé les siennes, à commencer par la plus violente, qui est le patriotisme ; cela lui était d'autant plus aisé (et profitable) que le patriotisme, depuis la chute du second Empire, était très à la mode, et qu'en le professant, en incarnant ses formes les plus intransigeantes, il exprimait non seulement ce qu'il y avait de plus profond en France, mais aussi, et ce n'est pas moins important, ce qu'il y avait de plus superficiel.

C'est le patriotisme de Clemenceau, hélas ! soutenu par le patriotisme des anciens combattants, des veuves, des pères et des fils de tués, de

toute la France quasiment, qui a écrit le traité de Versailles, sans qu'on vît plus loin que l'apaisement immédiat d'une rancœur remontant aux traités de 1815 et que rien, ni les succès des armes françaises, çà et là, aux beaux temps du second Empire, ni les conquêtes coloniales de la III^e République, ni le statut de « grande puissance » que le monde ne pouvait faire autrement que de nous reconnaître, n'avait éteinte. D'ailleurs la France aimait bien ses haines. Il y eut un moment certainement très heureux, au début de la III^e République, correspondant à peu près à l'épanouissement du boulangisme, où nous nous sommes sentis seuls au monde, et où nous en avons tiré de vifs plaisirs. Peut-être détestions-nous encore plus l'Angleterre que l'Allemagne. Tout au moins avons-nous de plus anciennes raisons, et ce n'est pas parce que notre dernier vainqueur était Bismarck, que nous avons oublié Pitt et Wellington. Sans compter que sous le second Empire il y avait eu une amorce d'« entente cordiale » entre l'Empereur et Victoria, et que cela faisait partie d'un passé dont la République voulait effacer toutes les traces. Si l'Empire n'avait pas péri en 1870, il n'y aurait certainement pas eu l'affaire de Fachoda vingt-huit ans plus tard, car jamais on n'eût envoyé le commandant Marchand et sa mission vers le Soudan au risque qu'il se heurtât à l'armée de Kitchener, que nous fussions obligés de céder à un ultimatum, puis de signer l'année suivante un accord par lequel nous renoncions à toute pré-

tention colonisatrice sur le Nil et ses abords. Cette humiliation nationale, à la fin du siècle, a sûrement dû chatouiller notre orgueil dans quelque région secrète. Quoique Paris fût le centre du monde, le foyer d'où provenait l'esprit, la littérature, la poésie, l'élégance, les arts, l'industrie, nous n'avions pas d'amis en Europe, sauf un, le czar Alexandre, à qui nous dédiâmes un pont sur la Seine tant nous étions reconnaissants de ses bons sentiments à notre égard. Le czar mourut en 1894 et Nicolas II son successeur nous conserva l'amitié de la Russie qui ne prit fin qu'en octobre 1917.

En 1869, en 1913, en 1939, on pouvait se dire qu'on laissait derrière soi un beau pays, où les artistes avaient plus de talent et de métier qu'ailleurs, les poètes plus d'inspiration, les artisans plus d'application, que cela durerait jusqu'à la fin des temps ou, au moins, encore quelques centaines d'années, à condition de n'être ni imprudent ni paresseux. Il n'était que de jeter un coup d'œil sur l'histoire de la France : depuis Saint Louis, depuis les cathédrales, elle n'avait fait que s'embellir ; chaque siècle apportait de nouveaux objets d'admiration dans nos paysages et nos villes. A la mort de Henri IV, la politique devint bien laide, mais on se consolait avec la place Dauphine, la place Royale, le Pont-Neuf qui n'étaient pas là cinquante ans plus tôt et qui faisaient de Paris une capitale telle qu'il ne l'avait jamais été. Un Français ayant le bon esprit de mourir dans les dix dernières années

Ni Nord ni Sud	115
Nous sommes responsables de tout	119
Le Trocadéro.....	122
Carré de salades.....	128
Le sorcier mangé par son monstre.....	131
Tout remue ensemble.....	135
Itinéraire d'Ajaccio à Paris.....	141
Le roi de Bourges.....	145
Les horreurs du patriotisme	150
Les assiettes du Directoire.....	153
Les Français et l'impossible.....	156
La Symphonie Héroïque	162
Les semelles de Gulliver.....	170
Naissance de la tragédie.....	173

*Achévé d'imprimer en décembre 1996
sur presse Cameron
par Bussière Camedan Imprimeries
à Saint-Amand-Montrond (Cher)
pour les éditions FLAMMARION*

• N° d'édit. : FF733213. - N° d'imp. : 1/2854. -
Dépôt légal : août 1996.

Imprimé en France